

Le défi de la COVID-19 au Kenya

Observations issues du marché au Kenya

Juillet 2020



Présentation du rapport

Au Kenya, le premier cas de COVID-19 a été détecté le 12 mars 2020. Depuis, le gouvernement a pris des mesures rapides et décisives pour enrayer la propagation rapide de la pandémie. Le pays a enregistré 159 décès dus à la COVID-19 à la date du 4 juillet 2020.

Les mesures mises en place pour limiter la propagation de la pandémie ont eu des répercussions négatives sur l'économie. Les restrictions de déplacement et les couvre-feux prolongés ont perturbé les marchés non essentiels et la vente de biens et services essentiels et non essentiels. Confrontées à une baisse considérable de leurs revenus, les entreprises ont fortement réduit leurs effectifs et procédé à des réductions de salaires pour limiter leurs pertes.

Dans ce rapport, nous analysons l'impact de l'épidémie de COVID-19 au Kenya, notamment chez les ménages à faible et moyen revenu, qui ont des revenus aléatoires et irréguliers.

Nous avons interrogé 153 personnes appartenant à des ménages à faible et moyen revenu de l'ensemble du pays pour analyser leurs points de vue et leurs réactions face à la crise de la COVID-19. Nous avons fait la synthèse de nos observations pour fournir des recommandations et signaler des domaines d'intervention possible aux décideurs politiques en vue d'appuyer leurs efforts. [Veuillez consulter l'annexe 1 pour la conception de l'étude](#) et [l'annexe 2 pour les caractéristiques de l'échantillon](#).

Pour une comparaison détaillée des données entre pays, se référer au [tableau de bord publié ici](#) (rapport en français disponible [ici](#)).

Auteurs

Nancy Kiarie, Anup Singh

Remerciements

Aide à la collecte des données : Geopoll

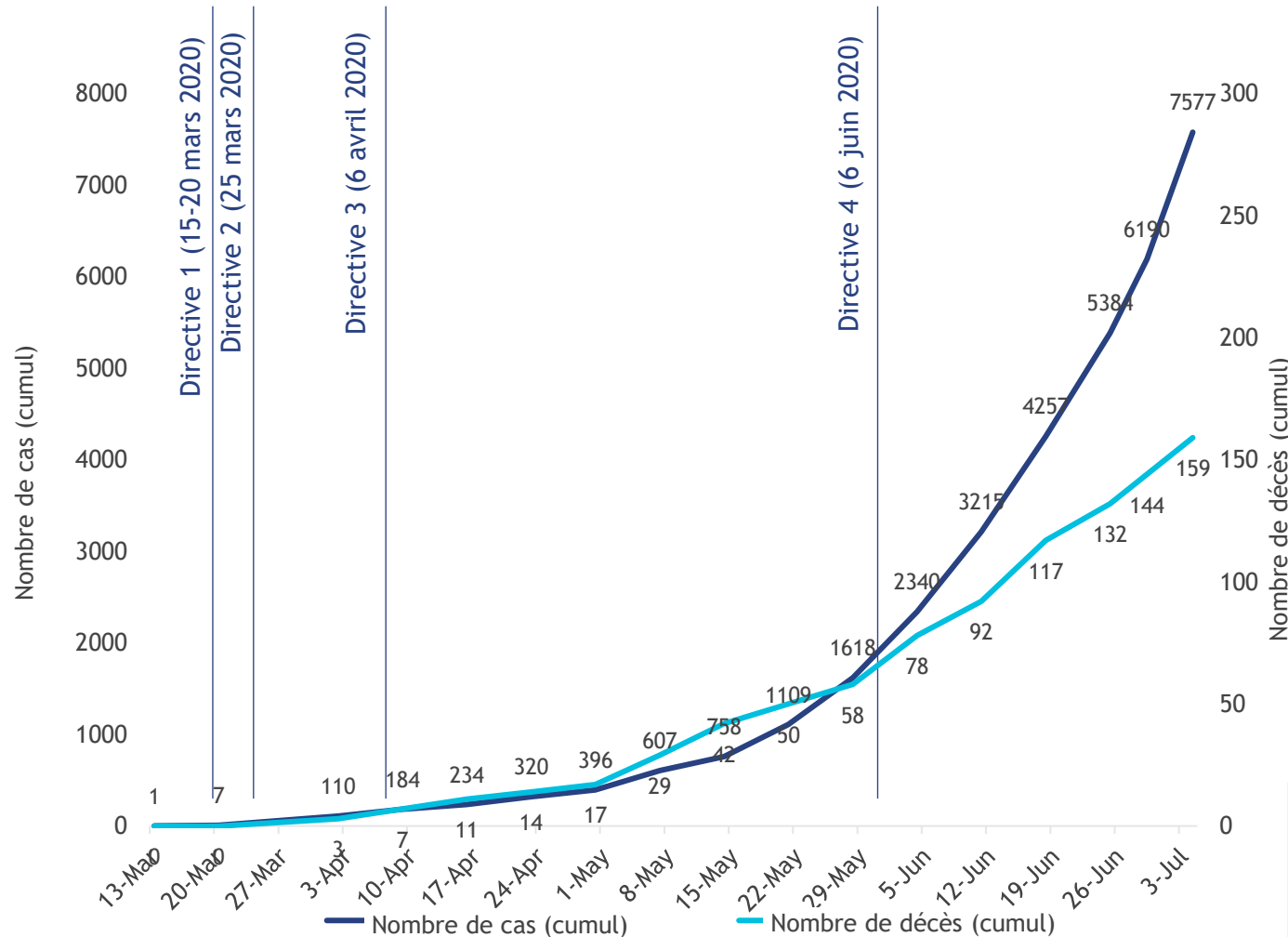
Responsable de la qualité des données : Mohak Srivastava

Relecture : Graham A. N. Wright, Akhand Tiwari

Aide à la conception : équipe de conception de MSC

Le gouvernement kenyan a très bien géré la crise de la COVID-19 avec des réponses adaptées et proactives

Le gouvernement a pris différentes mesures pour enrayer la propagation de la COVID-19



Calendrier

15-20 mars (directive 1)

25 mars (directive 2)

6 avril (directive 3)

6 juin (directive 4)

Directives gouvernementales ayant un impact immédiat sur les segments à faible et moyen revenu

- Travail à domicile en dehors des services essentiels
- Fermeture des écoles et des universités
- Opérations sans espèces pour réduire au minimum la manipulation d'argent liquide
- Numéro d'appel gratuit pour déclarer les cas de coronavirus
- Distanciation physique dans les transports en commun (PSV)
- Couvre-feu national de 19 h 00 à 5 h 00 du matin
- Allègement fiscal de 100 % pour les Kenyans ayant des revenus inférieurs ou égaux à 24 000 KES (228 USD)
- Déblocage de 10 milliards KES (95 millions USD) en faveur des catégories de population vulnérables, dont notamment les personnes âgées et les orphelins
- Suspension temporaire du fichage des emprunteurs en situation de défaut de paiement
- Arrêt des déplacements en dehors de la zone métropolitaine de Nairobi pour une durée de 21 jours
- Couvre-feu national du crépuscule à l'aube (21 h 00 à 4 h 00) prolongé de 30 jours

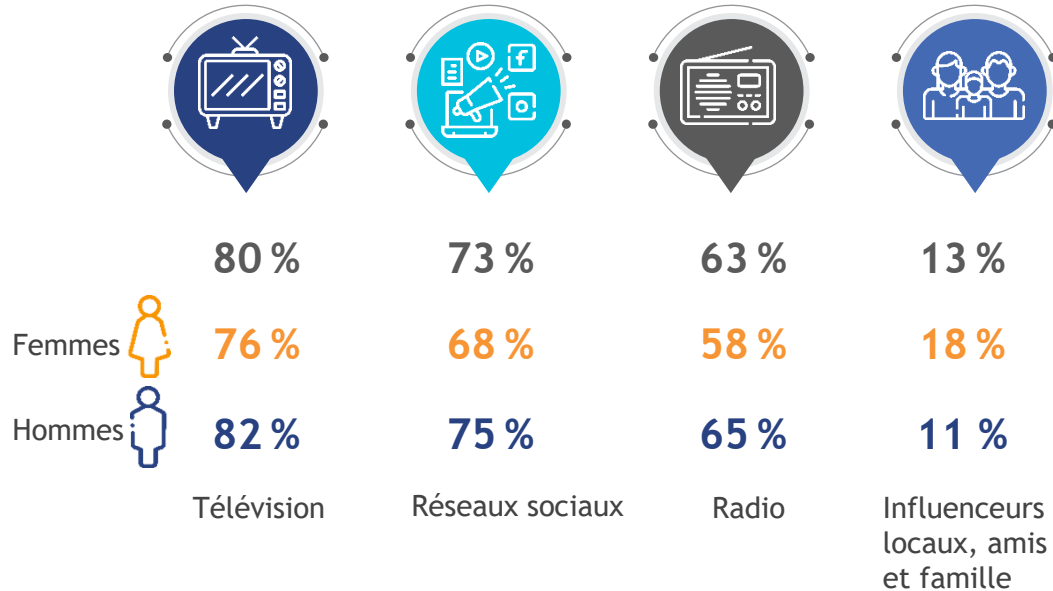
- En plus de ces directives, le gouvernement a mis en place différentes initiatives en collaboration avec le secteur privé pour aider les segments vulnérables à traverser cette période.
- Ces initiatives portent notamment sur la fourniture d'installations d'hygiène, de produits alimentaires et le financement des MPME et des ménages à faible et moyen revenu.

Source : Ministère de la santé du Kenya
Pour l'analyse détaillée des données, voir [ici](#). Rapport en français disponible [ici](#).

On observe une sensibilisation importante à la pandémie de COVID-19, mais il est nécessaire de la renforcer pour lutter contre les idées fausses

La télévision est la source d'information la plus courante sur la maladie, mais les réseaux sociaux jouent également un rôle important

Sources d'information sur la COVID-19



« Je peux éviter d'être infecté en buvant un mélange de citron, de gingembre, d'ail et d'eau chaude » - Une personne interrogée

« J'ai entendu dire que la chloroquine et l'azithromycine permettent de soigner la maladie si je suis infecté » - Une personne interrogée

Pour l'analyse détaillée des données, voir [ici](#). Rapport en français disponible [ici](#).

Beaucoup de personnes interrogées sont au courant de la pandémie actuelle et savent comment se protéger

- La plupart des personnes interrogées savent que les contacts humains (60 %) et le fait de toucher des objets contaminés tels que des billets de banque (74 %) peuvent propager l'infection.
- Si les personnes interrogées s'accordent à dire que tout le monde peut contracter la COVID-19, 43 % pensent que les personnes âgées sont plus à risque en raison de problèmes liés à l'âge.
- Des informations inexactes sur la manière de se protéger de la maladie circulent largement sur de nombreuses plateformes de médias sociaux populaires, ce qui pourrait compromettre les efforts de sensibilisation des pouvoirs publics.

Que peuvent faire les décideurs politiques pour améliorer la sensibilisation et les connaissances ?

Favoriser des mesures proactives pour améliorer les connaissances

- Le gouvernement pourrait renforcer son dispositif de diffusion de l'information et intensifier sa communication sur la COVID-19.
- Le gouvernement pourrait mettre en place des mesures de contrôle de l'exactitude des informations diffusées sur les plateformes de médias sociaux, sous la forme par exemple de réglementations obligeant les différentes plateformes à surveiller et à supprimer les fausses informations sur la COVID-19.

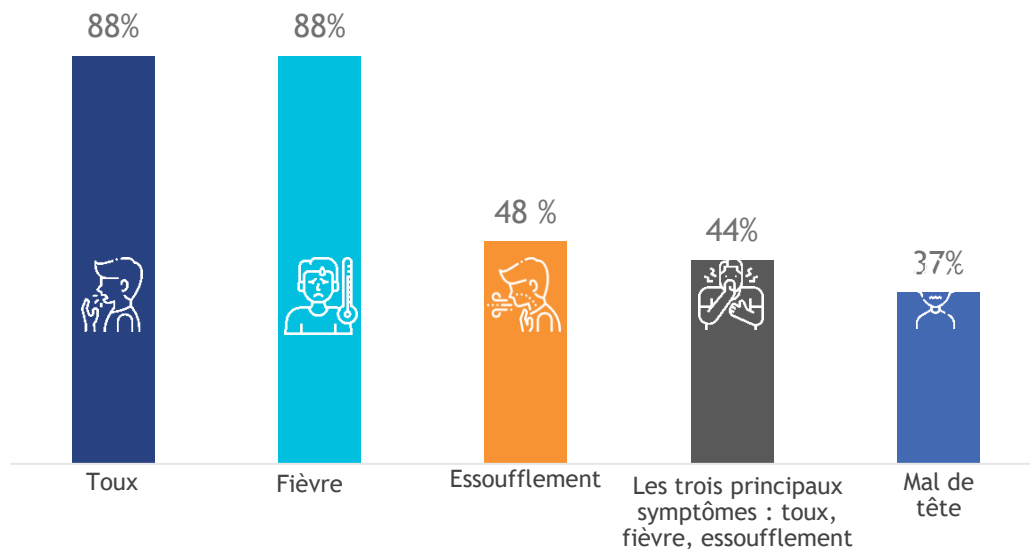
Sensibiliser la collectivité et changer les croyances

- Sensibiliser les communautés par le biais des médias audiovisuels sur les symptômes, le traitement et la gestion de la COVID-19 afin de lutter contre les idées fausses qui circulent sur la propagation de la maladie et changer les croyances et les attitudes.
- Élargir les sources d'information pour y inclure des personnes influentes de confiance, comme par exemple les responsables communautaires/religieux et les réseaux d'agents formés à la COVID-19, pour éduquer les segments à faible et moyen revenu. Ils pourraient y être incités par des allocations et des commissions plus élevées pour encourager la réouverture et le partage des connaissances. MSC a récemment créé des [bandes dessinées](#) destinées aux agents pour améliorer leurs connaissances sur la COVID-19.

Même si la plupart des personnes interrogées connaissent les symptômes de la COVID-19 et la manière dont elle se propage, une communication plus ciblée en direction des femmes est nécessaire

52 % des personnes interrogées pensent que c'est le rôle du gouvernement d'imposer la distanciation physique pour limiter la propagation du virus

Connaissance des symptômes



Les femmes (32 %) sont moins susceptibles que les hommes (50 %) de connaître les trois symptômes courants de la COVID-19, à savoir la toux, la fièvre et l'essoufflement.

Pour l'analyse détaillée des données, voir [ici](#). Rapport en français disponible [ici](#).

Les personnes interrogées affichent une bonne connaissance du mode de propagation de la maladie et de ses symptômes

- Les personnes interrogées sont conscientes de la gravité de la maladie, 93 % d'entre elles la considérant comme très mortelle.
- Les efforts du gouvernement pour sensibiliser le public aux mesures de protection ont été efficaces, la plupart des personnes interrogées savent que la distanciation physique et le lavage des mains figurent parmi les mesures de prévention les plus efficaces. Cependant, les segments à faible et moyen revenu peuvent avoir du mal à les mettre en pratique compte tenu de la forte densité de population, en particulier dans les bidonvilles. Dans une [étude réalisée par BFA Global](#), les personnes interrogées indiquent qu'elles n'ont pas les moyens d'acheter les quantités nécessaires de savon et de produits désinfectants.
- Les personnes interrogées ont minimisé l'usage du masque, malgré un important programme de communication du gouvernement. 39 % seulement des personnes interrogées portent un masque et 18 % seulement en ont acheté pour leur famille. Cet état de fait pourrait réduire l'efficacité potentielle des masques dans la lutte contre la COVID-19.

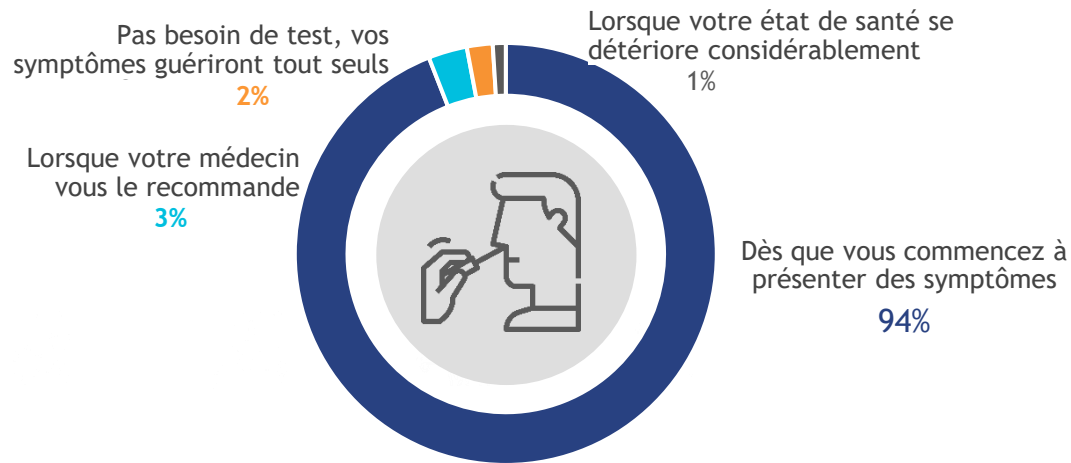
Communication pour renforcer la sensibilisation à la lutte contre la propagation de la COVID-19

- Les masques sont un moyen efficace et peu coûteux de prévenir la propagation de la pandémie. Le gouvernement a besoin de diffuser des informations sur la bonne utilisation des masques et le lavage des mains pour contrecarrer les risques liés à une distanciation physique limitée.
- Envisager le recours à une communication de changement de comportement ciblant le comportement social individuel, par exemple dans l'utilisation des moyens de transport publics.
- Fournir des informations ciblées et adaptées à chaque segment particulier pour garantir son inclusion et sa sensibilisation aux symptômes de la COVID-19, en faisant par exemple appel à des canaux de diffusion tels que les responsables communautaires, le personnel des IMF et les chefs de groupes d'affinité. Ces personnes peuvent éduquer les femmes et diffuser des informations personnalisées et adaptées au contexte.

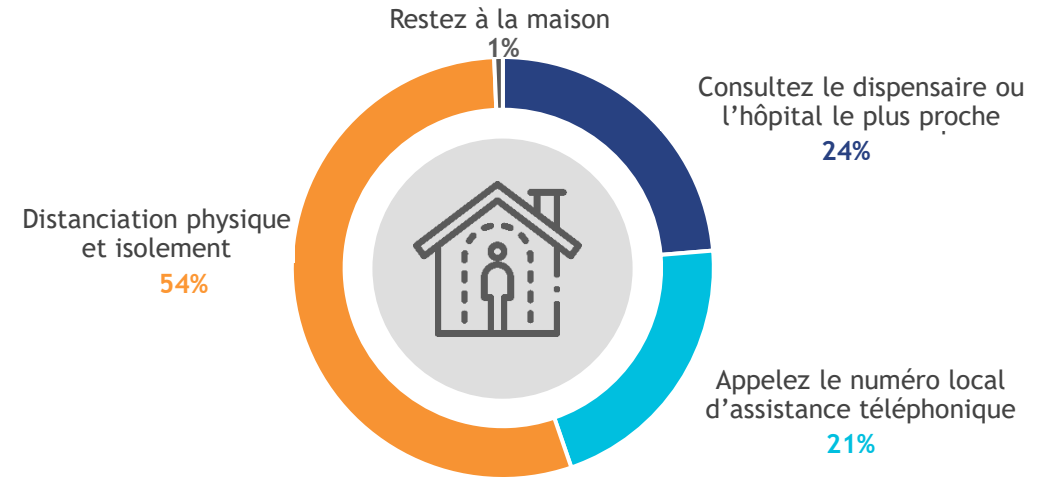
Les personnes interrogées savent où et quand se faire tester

- 92 % des personnes interrogées déclarent que les laboratoires publics ou figurant sur les listes du gouvernement sont l'endroit où se rendre pour se faire tester et soigner en cas de contamination.

95 % des personnes interrogées savent qu'elles doivent se faire tester dès qu'elles commencent à présenter des symptômes



54 % des personnes interrogées savent qu'elles doivent se tenir à distance et s'isoler si elles ont des symptômes



Bien que les personnes interrogées sachent où se rendre pour se faire dépister, le manque d'infrastructures et le manque de clarté quant aux mesures à prendre en cas de résultat positif nuisent aux efforts déployés pour tester la population et enrayer la propagation de la COVID-19

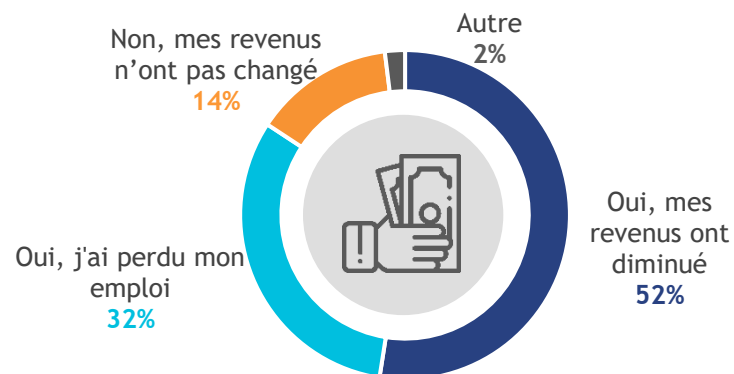
- La plupart des personnes interrogées savent qu'elles doivent se rendre dans un établissement de santé publique pour se faire tester dès qu'elles ont des symptômes. Cependant, beaucoup de ces établissements ne sont pas forcément bien équipés pour répondre aux besoins de tests et de traitement. En date du 20 avril 2020, le Kenya avait la capacité de réaliser 600 tests par jour dans les différents établissements publics du pays, avec 20 laboratoires de test dans 10 des 47 comtés. Ces limitations pourraient entraver les efforts de test et de traitement.
- Le gouvernement devrait étudier des moyens de développer les capacités de test dans les zones rurales et urbaines pour que les gens aient moins besoin de se rendre à l'hôpital. Suite aux lacunes récemment observées dans la gestion des sites de quarantaine, le gouvernement doit mettre en place des mesures claires de quarantaine et d'isolement pour les personnes dont le test est positif.

Pour l'analyse détaillée des données, voir [ici](#). Rapport en français disponible [ici](#).

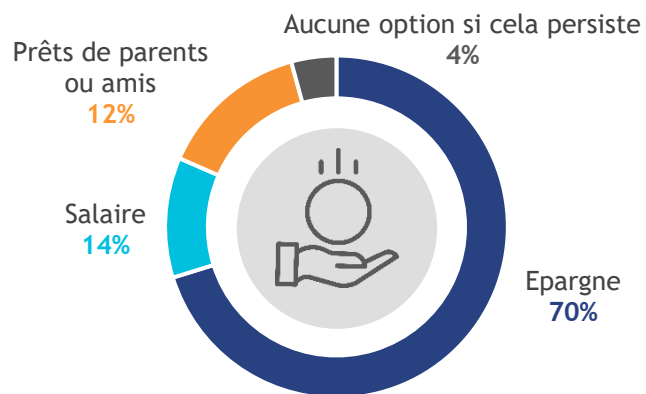
Les revenus de la plupart des personnes interrogées ont chuté. La survie devient un souci : 45 % des personnes interrogées ont sauté en moyenne trois repas au cours de la semaine précédente

L'épargne est le principal instrument utilisé par les populations à faible et moyen revenu pour faire face à la situation, mais l'épuisement des ressources rend leur survie difficile

84 % des personnes interrogées font état d'une baisse de leurs revenus depuis l'apparition de la pandémie dans le pays



70 % des personnes interrogées se tournent vers leur épargne pour faire face à la baisse de leurs revenus et à la perte de leur emploi



Pour l'analyse détaillée des données, voir [ici](#). Rapport en français disponible [ici](#).

La plupart des personnes interrogées ont subi une baisse de revenus et puisent dans leur épargne pour faire face à leurs dépenses courantes

- Le couvre-feu et la restriction des déplacements ont pesé sur l'activité des entreprises et entraîné des pertes d'emploi et, par conséquent, ont réduit les revenus de plus de la moitié de la population. Plus de 80 % de la population active du Kenya travaille dans le secteur informel et représente la majeure partie du segment à faible et moyen revenu.
- 47 % des personnes interrogées indiquent que la crise financière est la plus grande difficulté à laquelle elles sont confrontées à l'heure actuelle. Beaucoup d'entre elles se tournent vers leur épargne pour survivre et les [prix des produits alimentaires continuent d'augmenter](#). Selon une étude du [Finmark Trust](#), 63 % des Kenyans indiquent qu'ils n'ont pas pu accéder à des médicaments faute d'argent. 45 % des personnes interrogées ont sauté en moyenne trois repas au cours de la semaine précédente.

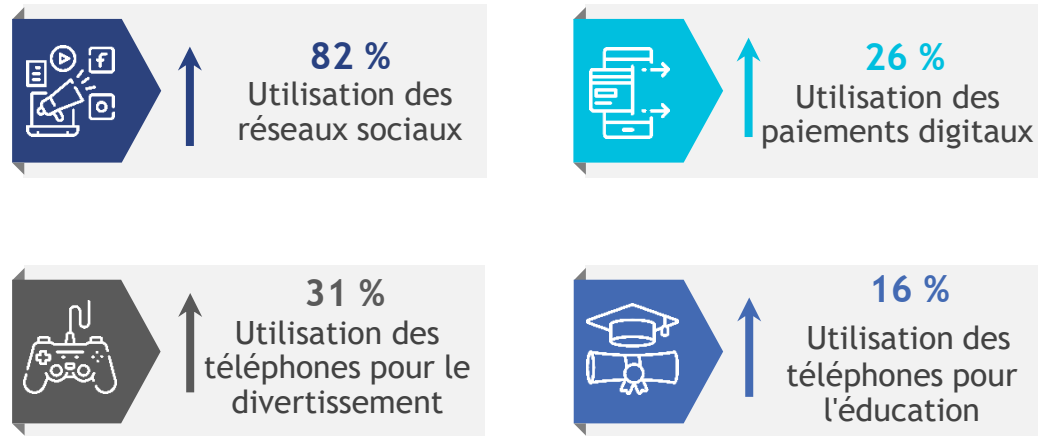
Le gouvernement a mis en place des mesures pour aider ces segments, mais il reste beaucoup à faire pour en améliorer l'efficacité

- En plus de la collaboration existante entre le gouvernement et le secteur privé, le gouvernement peut s'appuyer sur les réseaux de terrain des ONG et des partenariats public-privé auprès des communautés locales pour améliorer l'accès des segments à faible et moyen revenu à l'aide alimentaire et financière.
- [Nos recherches](#) montrent que les segments à faible et moyen revenu représentent 44 % des emprunteurs digitaux. Ce segment n'est pas en mesure d'accéder aux prêts digitaux en raison des restrictions imposées aux prêteurs par les [directives gouvernementales](#). Les prêteurs digitaux se méfient également des taux de défaut élevés anticipés pendant la pandémie de COVID-19.
- Le gouvernement pourrait accélérer la [recherche](#) d'un cadre réglementaire pour les prêteurs non réglementés afin de faciliter l'accès à un crédit de qualité et abordable pour ces segments. Le renforcement des SACCO pour prêter à ces segments pourrait également améliorer l'accès au crédit et offrir des options de liquidité supplémentaires pour leur permettre de faire face à la crise.

Le segment à faible et moyen revenu affiche un comportement « pro-digital » avec une utilisation accrue des paiements digitaux

L'usage des espèces s'est réduit et l'épidémie représente une opportunité de poursuivre le développement de l'écosystème digital

Les directives gouvernementales favorisant l'usage des canaux digitaux ont rencontré un certain succès : l'utilisation des espèces a baissé de 39 % et la population a appris à se servir des paiements digitaux



- Les personnes interrogées passent davantage de temps sur leur téléphone pour accéder aux informations et gérer leurs activités quotidiennes (achats alimentaires par exemple). Ce constat montre qu'elles sont prêtes à tirer pleinement parti de l'écosystème digital au-delà des envois d'argent. À la différence d'autres pays [étudiés ici](#), on n'observe pas d'écart entre les sexes en termes d'utilisation des canaux digitaux.
- Ce passage aux canaux digitaux fait ressortir une opportunité de développement d'un écosystème digital à part entière pour faciliter les opérations courantes de la population et améliorer la pertinence du numérique au quotidien.

Les directives gouvernementales sur les paiements digitaux ainsi que les obligations de distanciation physique ont eu un impact positif sur le développement de ces paiements

- Dans une [enquête récente MSC/Caribou Data](#), nous avons noté des indications d'une augmentation du nombre de clients demandant à payer leurs achats au moyen du mobile money. La réduction des frais applicables aux paiements mobiles et l'augmentation des plafonds d'opération ont favorisé le recours aux paiements digitaux.
- On observe également une réduction notable de 36 % de l'utilisation des agences bancaires et une augmentation de 23 % de l'utilisation des services d'agent, en raison de la réduction des heures d'ouverture des banques, ainsi que du couvre-feu de 19 heures à 5 heures du matin et de la restriction des déplacements. Ce passage au mobile money offre aux prestataires de services financiers une occasion précieuse d'encourager l'utilisation des canaux digitaux.

Le passage au numérique peut être renforcé pour encourager le développement d'un écosystème digital à part entière

- Le gouvernement pourrait mettre en œuvre des mesures de protection des consommateurs pour protéger les utilisateurs nouveaux et existants des services financiers digitaux.
- Les acteurs financiers pourraient diffuser des messages réguliers sur la bonne utilisation des canaux digitaux et mettre en place des mécanismes de recours pour les utilisateurs nouveaux et existants des canaux digitaux. Ouverts aux questions et clarifiant l'utilisation des paiements digitaux, ces mécanismes permettraient de résoudre les problèmes urgents et de lutter ainsi contre les [risques de fraude](#).
- Motiver et encourager les travailleurs de terrain en première ligne, tels que les agents qui ont de bons rapports avec la communauté, afin de renforcer la confiance des utilisateurs dans l'utilisation des canaux digitaux.
- Le gouvernement devrait envisager de recourir à une communication de changement de comportement par le biais des canaux digitaux pour promouvoir davantage leur utilisation.

Annexe 1 : Conception de l'étude



Conception de l'étude



Objectif de la recherche

L'étude avait pour but d'évaluer les éléments suivants :

- Connaissances, sensibilisation et attitudes à l'égard de la COVID-19
- Pratiques adoptées pour prévenir la COVID-19
- Impact sur le comportement social, la répartition des rôles entre hommes et femmes, la vie numérique et l'économie domestique
- Réponse du gouvernement et son impact sur les populations à faible et moyen revenu



Connaissances



Attitudes



Pratiques



Impact
économique



Impact sur
l'écosystème
digital



Genre



Méthodologie

- **Pays étudié** : Kenya
- **Répartition des sites** : zones rurales, urbaines et semi-urbaines
- **Taille de l'échantillon** : 153 personnes interrogées dont 103 hommes et 50 femmes
- **Taille moyenne des familles** : 4
- **Revenu familial médian par mois** : 40 000 KES (400 USD)
- **Méthode** : enquête téléphonique

- Les collecteurs de données ont été formés en détail sur la manière de poser des questions, de faire préciser les réponses si besoin, d'enregistrer les réponses, etc.

- La qualité des données a été assurée par des contrôles ponctuels de la méthodologie d'enquête et la vérification parallèle des données.

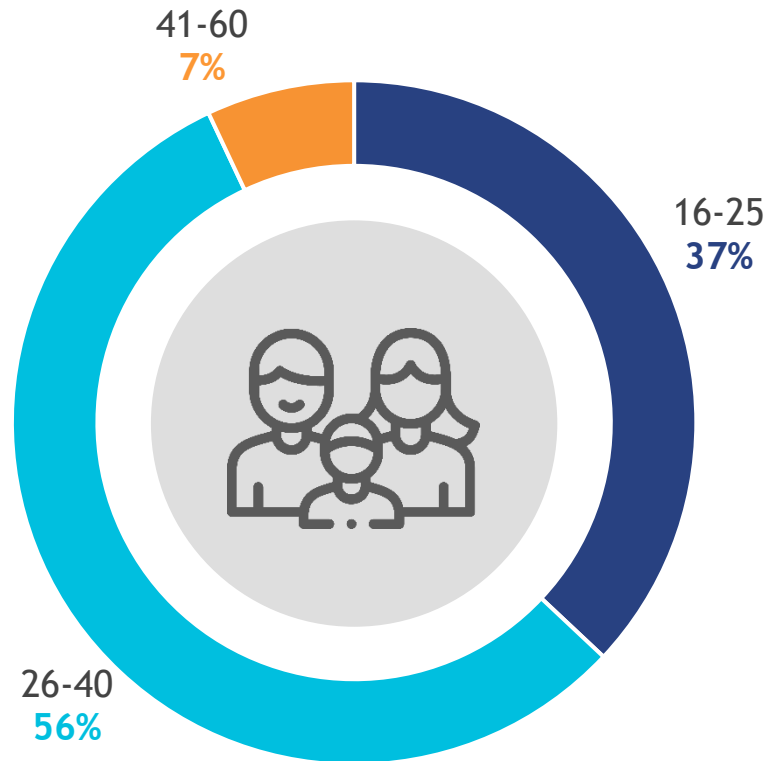
Annexe 2 : Caractéristiques de l'échantillon



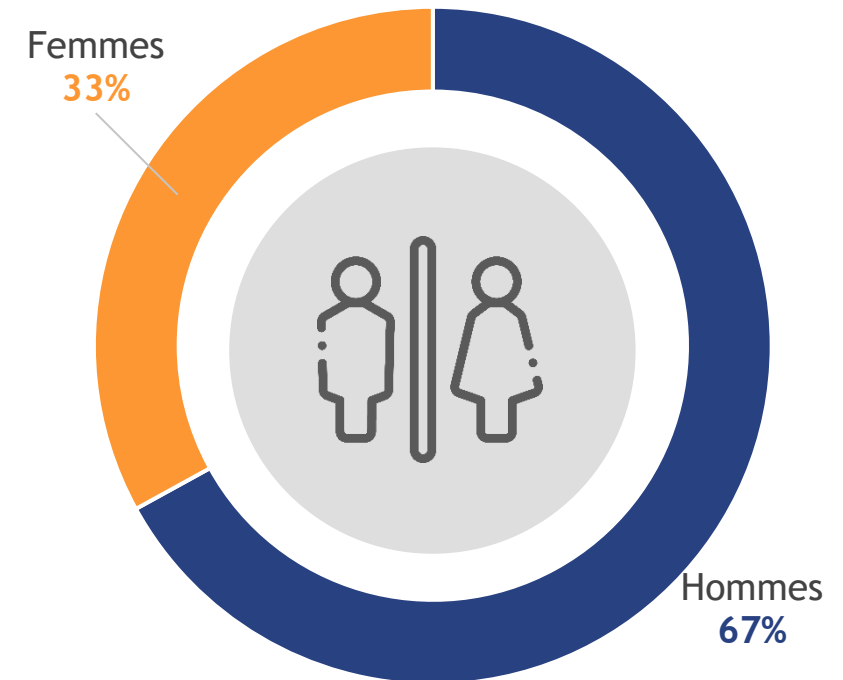
Composition de l'échantillon

L'échantillon est principalement composé de personnes d'âge moyen, de sexe masculin, originaires de zones urbaines

Âge (en années)



Sexe



MSC, le spécialiste mondial de l'inclusion financière, économique et sociale



Société internationale de conseil en inclusion financière avec **plus de 20** ans d'expérience



Plus de **180** collaborateurs dans **11** bureaux à travers le monde



Projets dans **~65** pays en voie de développement

Notre impact à ce jour

550+
clients

Plus de
850 publications

Contribué au développement des services numériques G2P utilisés par **plus de 875 millions** de personnes

Mis en œuvre **plus de 850 projets** de services financiers digitaux

Plus de **275 produits** et canaux d'inclusion financière que plus de **55 millions** de personnes utilisent aujourd'hui

Formé plus de **9 000** spécialistes de l'inclusion financière de renom dans le monde entier

Quelques-uns de nos partenaires et clients





Plaquette institutionnelle MicroSave | Contactez-nous à : info@microsave.net

Siège en Asie

28/35, Ground Floor, Princeton Business Park,
16 Ashok Marg, Lucknow, Uttar Pradesh, India 226001

Tel : +91-522-228-8783 | Fax : +91-522-406-3773 | Email : manoj@microsave.net

Siège en Afrique

Shelter Afrique House, Mamlaka Road,
P.O. Box 76436, Yaya 00508, Nairobi, Kenya

Tel : +25-420-272-4801 | Fax : +25-420-272-0133 | Email : anup@microsave.net

